

Initiatives ministérielles

Ils se présentent à mon bureau en larmes, s'estimant avoir été lésés par le gouvernement. Ils ont l'impression que si on les avait laissés s'arranger seuls, ils auraient pu survivre, qu'ils auraient pu traverser la récession. Mais ils estiment que la politique économique du gouvernement leur a nuï.

Il y a les producteurs de tabac: encore cette année, ce sont eux qui ont été frappés le plus durement par le budget du gouvernement qui prévoit une taxe sur les produits du tabac. Il y a en effet dans le budget une augmentation de la taxe sur les produits du tabac qui devrait faire entrer encore 1,5 milliard de dollars dans les coffres du gouvernement.

C'est une razzia fiscale. Le ministre des Finances savait malheureusement que s'il ne majorait pas la taxe sur le tabac, le gouvernement néo-démocrate de l'Ontario le ferait. C'est une razzia fiscale. Il semble que chaque année, ce soit une course pour savoir qui présentera le premier son budget, qui sera le premier à taxer les produits du tabac et à pénaliser les producteurs de tabac.

Il n'y a pas beaucoup de ministériels qui savent que le tabac rapporte chaque année près de six milliards de dollars au gouvernement. D'où vient donc tout cet argent? Malheureusement c'est là une question que ni le gouvernement ni le ministre des Finances ne veulent même envisager de se poser. Avant de présenter son budget, le ministre n'a pas eu la courtoisie de rencontrer les représentants de l'industrie du tabac ou les producteurs de tabac, ou encore de tenir des réunions dans les collectivités où des activités sont liées au tabac, pour savoir à quel point l'augmentation de la taxe les frapperait.

Une voix: Il s'en fout.

M. Speller: Comme le dit un député, il s'en fout. Ce n'était qu'une razzia fiscale. Il avait besoin de l'argent et il n'était pas prêt à examiner les conséquences de l'augmentation de la taxe.

Cet argent provient de ma collectivité. Il provient du magasin du coin qui vend aux producteurs de tabac ce dont ils ont besoin chaque semaine. Il provient des concessionnaires de machines aratoires, des petites entreprises, des petits commerçants qui vendent aux producteurs les outils dont ils ont besoin pour cultiver le tabac. Il provient des étudiants qui travaillent dans les champs de tabac et qui ne pourront plus le faire et ne trouveront pas d'autre emploi. Parce que, malheureusement, le gouvernement a encore réduit les fonds qu'il réserve pour les emplois d'été pour étudiants.

Ce sont des Canadiens, ce sont des électeurs de ma circonscription qui sont touchés par le budget du gouvernement. J'aimerais que le ministre des Finances écoute ces gens lorsqu'ils disent qu'ils ne veulent que le temps nécessaire pour planifier, qu'ils veulent savoir ce que leur réserve l'avenir. Pourquoi le ministre ne peut-il pas leur dire quels sont ses plans pour dans dix ans? Il ne faut pas leur imposer des décisions sans avertissement, sans leur laisser le temps de planifier. Ces gens ont besoin de temps.

On sait que le gouvernement perçoit maintenant plus de 5,5 milliards de dollars en impôts sur le tabac. Quelle proportion de ce montant a-t-il l'intention d'affecter au programme visant à aider les tabaculteurs à changer de culture, à savoir le Programme de réduction de la production de tabac?

Rien pour cette année, pas un cent. En fait, le Programme de recyclage des entreprises prendra fin aussi ce printemps. C'était une initiative visant à aider les tabaculteurs, à condition que le gouvernement ait vraiment voulu les aider à se recycler dans d'autres cultures. Les producteurs de tabac ont fait des investissements importants dans cette culture. Or que fait le gouvernement? Il les abandonne encore une fois à leur sort.

Le gouvernement n'a pas alloué un seul cent des recettes tirées des impôts sur le tabac, qui s'élèvent à 1,5 milliard de dollars, au Programme de réduction de la production de tabac.

• (1930)

C'est le vice-premier ministre et ministre de l'Agriculture de ce gouvernement qui a dit aux agriculteurs de ma circonscription juste avant les élections il y a deux ans: «Nous voulons que l'industrie sache que nous appuyons les tabaculteurs en ces temps difficiles.» C'est exactement ce qu'il a dit. Eh bien, c'est une autre promesse qui n'a malheureusement pas été respectée. Et Dieu sait qu'elles sont nombreuses. Vous occupez ce fauteuil depuis assez longtemps pour le savoir, monsieur le Président.

Le président suppléant (M. Paproski): Des années.

M. Speller: Mais c'est une promesse faite par le gouvernement. Les habitants de ma circonscription de Haldimand-Norfolk estiment qu'il faut tenir ses promesses; ainsi, s'il fait des promesses aux habitants des régions rurales, le gouvernement se doit de les remplir coûte que coûte. Hélas, le gouvernement conservateur n'a pas tenu ses promesses et ne tente même pas de trouver une solution aux problèmes de ces producteurs. Certes, il les